

■ Régis Bigot, Emilie Daudey et Sandra Hoibian

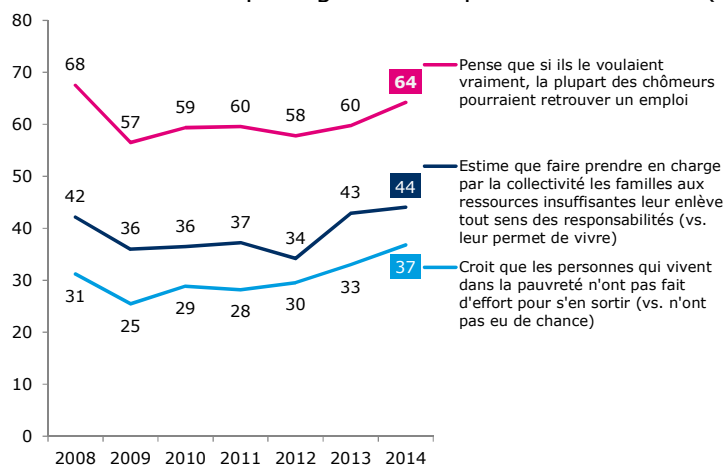
En 2014, le soutien à l'Etat-Providence vacille

Historiquement et par rapport à de nombreux pays d'Europe, l'opinion publique française s'est toujours montrée plutôt compréhensive par rapport aux personnes vivant en situation de pauvreté. L'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC, qui suit les inflexions du corps social chaque année depuis 35 ans, montre que depuis 2008, l'opinion porte un regard plus sévère sur les chômeurs ou les bénéficiaires de minima sociaux. Nos concitoyens sont de plus en plus nombreux à craindre les effets déresponsabilisants des politiques sociales, à tel point que le soutien à l'Etat-Providence vacille. Cette situation est atypique car, habituellement, en temps de crise, l'opinion attend généralement davantage d'intervention de la part des pouvoirs publics en direction des plus démunis.

> L'idée que les plus pauvres seraient responsables de leur situation progresse

Alors que la pauvreté s'est accrue en France année après année depuis 2008 (le taux de pauvreté monétaire a atteint 14,3% de la population en 2011, son niveau le plus haut depuis 1996), la **solidarité envers les plus démunis n'apparaît plus véritablement comme une idée fédératrice de la société française**. Cette évolution de l'opinion a de quoi surprendre, car habituellement, en période de crise, les Français se montrent plutôt compatissants¹. L'année qui a suivi le déclenchement de la crise économique, la solidarité avait progressé mais l'opinion s'est ensuite très vite retournée, et depuis 2009, les opinions se sont franchement « durcies ». Plusieurs indicateurs en attestent.

Graphique 1- Moindre compassion à l'égard des plus démunis
Proportion d'individus partageant les opinions suivantes (en %)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

¹ Régis BIGOT et Émilie DAUDEY, La sensibilité de l'opinion publique à l'évolution de la pauvreté, *Document de travail*, Série études et recherche, DREES, n° 126, juin 2013, <http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/serieetud126.pdf> ; Et l'on peut rajouter que, par rapport à de nombreux pays d'Europe, les Français témoignent d'une plus grande solidarité à l'égard des plus démunis. Cf. une étude récente du CREDOC pour l'ONPES : « Les Français sont parmi les plus solidaires en Europe », *Penser l'assistance*, rapport thématique de l'ONPES, mai 2013, p. 58-65, <http://www.social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/RapportONPES-Penserlassistance-mai2013.pdf>

Tout d'abord, malgré une préoccupation croissante pour le chômage et la croissance réelle du chômage depuis le début de la crise (de 6,8% au premier trimestre 2008 à 9,9% au quatrième trimestre 2013), l'idée selon laquelle s'ils le voulaient vraiment, la plupart des chômeurs pourraient trouver un emploi progresse : elle est maintenant nettement majoritaire, avec 64% d'opinions favorables (+4 points par rapport à 2013).

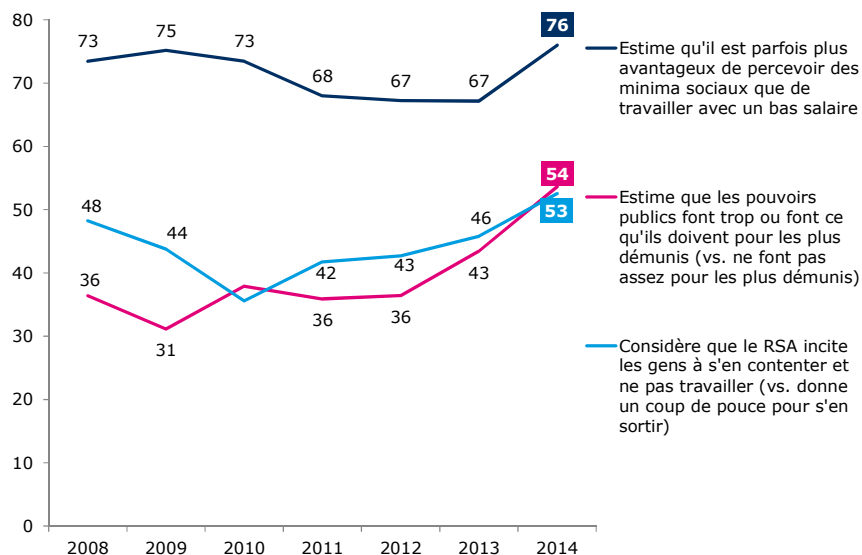
Ensuite, la part d'individus considérant que faire prendre en charge par la collectivité les familles aux ressources insuffisantes leur enlève tout sens des responsabilités (vs. leur permet de vivre) n'a jamais été aussi élevée.

Enfin, 37% des personnes interrogées considèrent que les personnes qui vivent dans la pauvreté n'ont pas fait d'effort pour s'en sortir. Elles n'étaient que 25% à défendre ce point de vue au lendemain de la crise économique.

> Les politiques sociales mises en causes

Le corollaire de cette moindre empathie est la **remise en cause du bienfondé** ou tout du moins de **l'efficacité** de la mise en œuvre des politiques sociales. Les craintes de **désresponsabilisation** des différentes mesures d'aide aux plus démunis n'ont jamais été aussi fortes qu'aujourd'hui. Ainsi, certaines idées se sont propagées très vite dans la société ces dernières années avec une accélération en 2014 : le sentiment que les pouvoirs publics font trop ou ce qu'ils doivent pour les démunis et la crainte que le RSA incite les gens à s'en contenter et à ne pas chercher de travail sont devenus pour la première fois majoritaires (elles recueillent respectivement 54% et 53% de suffrages), progressant respectivement de +11 points et +7 points entre 2008 et 2014. Dans le même registre, l'idée qu'il est plus avantageux de percevoir des minima sociaux que de travailler avec un bas salaire a progressé de +9 points, atteignant 76% de la population en 2014.

Graphique 2 – La remise en cause des politiques sociales devient majoritaire (en%)

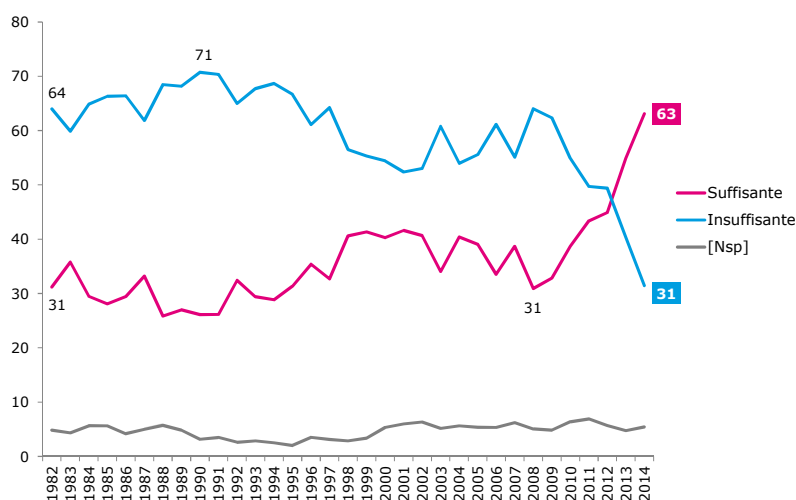


Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Enfin, après être restée relativement stable entre 1982 et 2009, **l'opinion s'est entièrement retournée entre 2008 et 2014 au sujet des aides à apporter aux familles modestes**. La proportion de Français qui pensent que « les aides aux familles qui ont des enfants est suffisante » est en très forte croissance depuis le début de la crise, passant de 31% à 63% (+32 points).

Graphique 3 – Les aides aux familles beaucoup moins populaires (en%)

« Les familles qui ont des enfants touchent des prestations (les prestations familiales) destinées à les aider. Pensez-vous que cette aide est globalement... ? »



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Plusieurs hypothèses peuvent être avancées pour comprendre le **scepticisme croissant** des Français quant à l'utilité du maintien du modèle social dans sa forme actuelle². Les Français pensent que les caisses de l'État sont vides et que les aides sociales ne peuvent plus être aussi généreuses que par le passé. La **crise de défiance dans le politique** et la déception par rapport au manque d'efficacité des politiques sociales et de lutte contre le chômage sous-tendent aussi l'idée que c'est d'abord aux individus eux-mêmes de se prendre en main.

Par ailleurs, ce n'est peut-être pas le fait d'aider les plus fragiles qui est remis en cause mais plutôt les risques de **désincitations** que cela pourrait engendrer. La DREES³ remarque, par exemple, que depuis 2008, les Français sont plus nombreux à penser que les allocations familiales et chômage doivent bénéficier aux seuls cotisants et non à tous. L'enquête « Conditions de vie et aspirations » du CREDOC révèle qu'une part importante de Français (78%) pensent qu'il faut privilégier les aides en nature plutôt que les aides monétaires.

Il importe aussi de prendre en compte la **situation financière des classes moyennes, qui s'est dégradée** continûment depuis une vingtaine d'année avec l'augmentation des « dépenses contraintes », et notamment l'explosion des charges liées au logement (envolée des prix d'achat des logements, augmentation des loyers plus rapides que l'augmentation des revenus des locataires, augmentation des dépenses d'énergie de chauffage du logement, etc.)⁴. Les classes moyennes sont aujourd'hui confrontées à des difficultés qu'elles pensaient réservées aux plus modestes.

Ces difficultés financières croissantes des strates intermédiaires de la population rendent de plus en plus difficilement acceptables la relative inefficacité du système socio-fiscal français, dans lequel les classes moyennes supérieures contribuent proportionnellement davantage que les plus aisés et dans lequel **les classes moyennes inférieures sont relativement « oubliées »** par rapport au soutien dont bénéficient leurs homologues dans d'autres pays⁵.

² Sandra Hoibian, Le modèle social à l'épreuve de la crise ? Baromètre de la cohésion sociale 2014, enquête pour la DGCS, publication à venir

³ DREES, « Inquiets de la montée des inégalités, les Français restent attachés à leur système de protection sociale », Baromètre d'opinion DREES 2013, février 2014, http://www.drees.sante.gouv.fr/IMG/pdf/barometre_drees_synthese2013.pdf

⁴ Régis Bigot, *Fins de mois difficiles pour les classes moyennes*, Edition de l'Aube, 2010

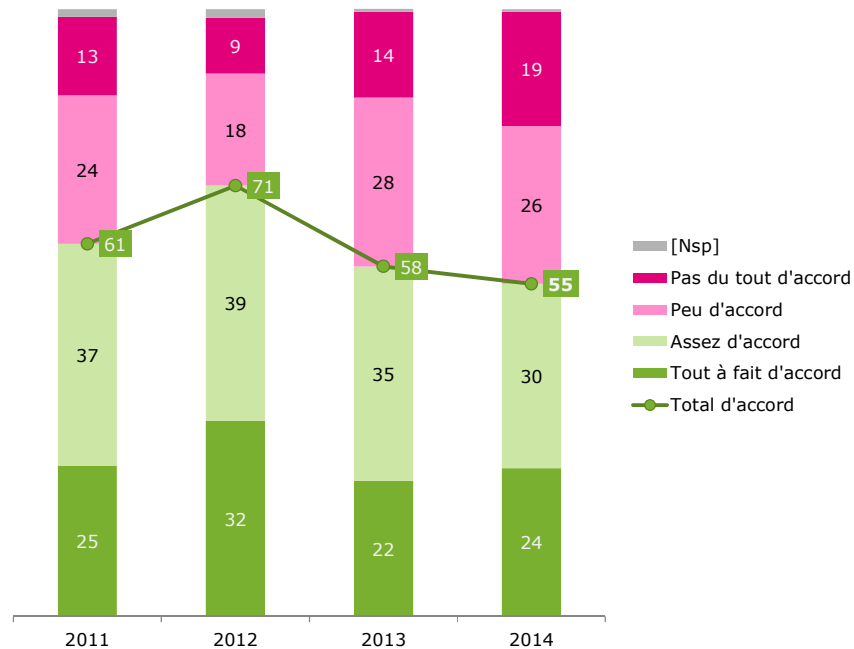
⁵ Régis Bigot, Émilie Daudey, Jörg Muller, Guillaume Osier, « En France, les classes moyennes inférieures bénéficient moins de la redistribution que dans d'autres pays », *Consommation et modes de vie*, n°264, novembre 2013, <http://www.credoc.fr/pdf/4p/264.pdf>

> L'attitude à adopter envers « les riches » divise la population

L'idée que les plus aisés doivent donner aux plus modestes perd du terrain depuis deux ans. En effet, près de trois quarts (71%) des Français souhaitent une plus grande **redistribution** des richesses en 2012. Ce taux n'atteint plus que 55% en 2014 (-16 points). Les réponses à cette question sont volatiles d'une année sur l'autre et semblent **liées à l'actualité politique**. Effectivement, le sentiment que les riches sont déjà suffisamment taxés n'est certainement pas sans lien avec l'arrivée de la gauche à la tête de l'État en 2012 : les mesures prises par le gouvernement socialiste (augmentation des impôts) ont pu amener à renforcer l'idée que la redistribution des riches vers les plus modestes est déjà assez ou trop élevée en France. D'ailleurs, depuis début 2012, une part minoritaire mais croissante de sondés pense que les inégalités ont tendance à se réduire : ils n'étaient que 12% en 2013, ils sont aujourd'hui 17% (+5 points).

Graphique 4 – La société divisée sur l'idée que les riches doivent donner aux pauvres pour établir la justice sociale (en%)

Êtes-vous d'accord ou non avec l'affirmation suivante : « Pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres ? »



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations »

Méthodologie

Ce travail s'appuie principalement sur l'enquête permanente du CRÉDOC sur les « Conditions de vie et Aspirations » de la population, laquelle est réalisée en face-à-face, entre décembre et janvier chaque année depuis 1978, auprès d'un échantillon représentatif de **2 000 personnes**, âgées de 18 ans et plus, sélectionnées selon la méthode des quotas. Ces quotas (région, taille d'agglomération, âge - sexe, PCS) sont calculés d'après les résultats du dernier recensement de la population, actualisé par l'enquête emploi. Un redressement final est effectué pour assurer la représentativité par rapport à la population nationale.